

Index AI : PRE01/438/2012
19 September 2012

Syrie. Nouveaux éléments sur le lourd bilan civil de la campagne d'attaques aveugles

Les civils, et parmi eux beaucoup d'enfants, sont les principales victimes de la campagne d'attaques incessantes et aveugles menée par l'armée syrienne, écrit Amnesty International dans un nouveau document.

La [synthèse](#) (qui s'accompagne d'une [vidéo](#)), est basée sur des recherches conduites sur le terrain par l'organisation durant la première quinzaine de septembre. Amnesty International a enquêté sur des attaques menées dans 26 villes et villages des régions d'Idlib, de Jabal al Zaouia et d'Hama (nord), qui ont fait 166 morts parmi la population civile, dont 48 enfants et 20 femmes, et plusieurs centaines de blessés.

Le document contient de nouveaux éléments montrant que depuis quelques semaines, les forces gouvernementales, acculées à la retraite par les combattants de l'opposition, soumettent les territoires perdus à des bombardements et des tirs d'artillerie menés sans discrimination. Ces attaques aveugles ont des conséquences dramatiques pour la population civile.

« Les forces gouvernementales bombardent et pilonnent désormais les villes et les villages en utilisant des armes conçues pour des champs de bataille, qui ne peuvent cibler des objectifs précis. Elles savent que les victimes de ces attaques aveugles sont presque toujours des civils, a déclaré Donatella Rovera, principale conseillère d'Amnesty International pour les situations de crise, qui vient de rentrer de Syrie. Ces armes ne devraient jamais être utilisées dans des zones d'habitation.

« Les médias ont peu parlé de la situation alarmante des civils dans cette région de la Syrie, et l'attention du monde est tournée en grande partie vers les combats à Alep et Damas. Mais les habitants d'Idlib, de Jabal al Zaouia et du nord d'Hama endurent au quotidien des horreurs tout aussi épouvantables. Ces attaques aveugles constituent des crimes de guerre. »

Des civils sont tués ou blessés dans leur maison, à l'extérieur alors qu'ils courent se mettre à l'abri ou dans les endroits mêmes où ils s'étaient réfugiés pour échapper aux bombes. Le 16 septembre, huit civils – dont cinq enfants – ont été tués, et un grand nombre d'autres ont été blessés dans une série de frappes aériennes qui ont touché Kafr Awayed, dans la région de Jabal al Zaouia. Selon les témoignages d'habitants recueillis par Amnesty International, sept des victimes participaient à un mariage ou se trouvaient dans les maisons proches de la célébration ; la huitième est un enfant de six ans qui était sorti acheter du pain.

Les choses se déroulent de la même façon dans toutes les zones passées sous le contrôle effectif des forces de l'opposition.

Amnesty International a été témoin tous les jours des bombardements aériens, des pilonnages d'artillerie et des tirs de mortier dans les villes et les villages de la région. Le déploiement ces dernières semaines de munitions et d'armes de combat aussi imprécises contre des zones d'habitation s'est traduit par une très forte hausse du nombre de victimes civiles.

Trente-cinq personnes ont ainsi été tuées dans le village de Kafr Anbel lors de deux bombardements aériens distincts. Le 28 août, quatre frappes aériennes contre la place du marché ont tué 22 habitants.

Le 22 août, ce sont 13 civils qui avaient trouvé la mort dans un bombardement près d'une épicerie. Parmi eux se trouvait Zahia al Aabbi, une femme âgée de 31 ans qui collectait du plastique dans le village et le revendait afin de subvenir aux besoins de sa mère, de ses sœurs, de son frère handicapé et de son père aveugle.

Un certain nombre d'attaques ont eu lieu à proximité des hôpitaux juste après l'admission d'un grand nombre de victimes, ou près de files d'attente devant des boulangeries, ce qui peut laisser soupçonner une volonté délibérée de viser de grands rassemblements de civils – une violation grave du droit international humanitaire et un crime de guerre.

Amnesty International a recensé un nombre élevé d'enfants parmi les victimes, ce qui met en relief davantage encore la nature aveugle de nombre d'attaques de l'armée syrienne. Quatre enfants – Ghofran Habboub, son frère et deux de leurs cousins – ont ainsi été tués dans le bombardement de leur maison lors d'une attaque menée le 14 août contre le village de Shellakh (près d'Idlib).

Quelques jours plus tard, le 18 août, un mortier de gros calibre a atterri dans une rue de Maarat al Noman, au sud d'Idlib, tuant deux fillettes de cinq ans, Hajar Rajwan et Ines Sabbouh, et leurs deux cousins de 10 et 11 ans. Les enfants jouaient devant chez eux.

Des personnes ont été tuées dans leur fuite pour trouver un abri contre les attaques ; d'autres l'ont été à l'endroit même où elles s'étaient réfugiées. Des centaines de personnes, parmi lesquelles beaucoup d'enfants, ont perdu la vie ou ont été blessées ces dernières semaines, depuis que le gouvernement syrien a lancé cette campagne d'attaques aériennes et de tirs d'artillerie aveugles et ininterrompus.

Pourtant, la communauté internationale reste paralysée et divisée en raison de désaccords qui ont empêché jusqu'à présent toute pression efficace sur les responsables de ces attaques.

Ces frappes aveugles constituent des crimes de guerre et les responsables, à tous les niveaux de la chaîne hiérarchique, doivent savoir qu'ils auront à rendre des comptes et ne pourront s'abriter derrière le prétexte de l'obéissance aux ordres.

Le Conseil de sécurité des Nations unies doit hâter ce processus et déférer la situation en Syrie au procureur de la Cour pénale internationale (CPI), afin que les auteurs présumés de ces crimes de guerre et crimes contre l'humanité au regard du droit international soient traduits en justice.

« Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU doivent mettre de côté leurs querelles politiques et se préoccuper en premier lieu des victimes, a déclaré Donatella Rovera.

« En saisissant la CPI, le Conseil de sécurité enverrait un message fort à ceux qui sont responsables de crimes de droit international, le message que le temps de l'impunité est terminé. Une telle démarche pousserait toutes les parties impliquées dans le conflit – les forces gouvernementales comme les forces de l'opposition – à réfléchir à deux fois avant de commettre de telles violations. »

Les combattants de l'opposition utilisent eux aussi parfois des armes imprécises (comme des mortiers), et même des armes non discriminantes par nature (par exemple des roquettes de fabrication artisanale), dans des zones d'habitation densément peuplées, mettant eux aussi en danger la population civile.

Alors que le conflit se poursuit inexorablement, on peut craindre que les combattants de l'opposition, s'ils parviennent à se procurer des armes de plus grande portée, intensifient les attaques aveugles et autres violations, les mêmes attaques et violations commises massivement par les forces gouvernementales et que la communauté internationale se montre incapable – et pas réellement désireuse – de faire cesser.

Tous les groupes armés d'opposition syriens – ceux qui appartiennent à l'Armée syrienne libre (ASL) et

les autres – doivent indiquer clairement à toutes les personnes placées sous leur commandement que le fait que le gouvernement viole le droit international humanitaire n'est pas une excuse pour commettre à leur tour des violations similaires, et que de tels actes ne seront pas tolérés.